ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

sidérurgie

Question au Gouvernement n° 1145

Texte de la question

AVENIR DE FLORANGE

M. le président. La parole est à Mme Anne Grommerch, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Un peu de calme, chers collègues. Il y a trop de bruit dans l'hémicycle.

M. Henri Emmanuelli. Surtout à droite !

M. le président. Des deux côtés.

Mme Anne Grommerch. Ma question s'adresse au Premier ministre et j'espère que c'est vous, monsieur le Premier ministre, qui me répondrez ainsi que vous venez de le faire pour la question de M. Liebgott. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)* Le 24 février 2012, chez ArcelorMittal à Florange, le candidat Hollande, juché sur une camionnette avait harangué les salariés en leur promettant une loi qui sauverait les hauts fourneaux.

Plusieurs députés UMP . Eh oui !

Mme Anne Grommerch. On allait voir ce qu'on allait voir ! Et on a vu.

M. Jean-Claude Perez. C'est nul !

Mme Anne Grommerch. Les hauts fourneaux se sont éteints. La loi dite Florange ne s'appliquera même pas à Florange ! Les Lorrains en gardent comme un arrière-goût de trahison.

Jeudi dernier, François Hollande est revenu sur le site d'ArcelorMittal à Florange. Mais revenir pour dire quoi ?

Un député UMP . Rien !

Mme Anne Grommerch. Désavouant au passage son ministre du redressement productif Arnaud Montebourg, qui ne faisait pas partie du voyage alors que directement concerné, *(« Eh oui ! » sur les bancs du groupe UMP)* il est venu proclamer sa foi en la Lorraine. Quel cynisme ! Il fait de Florange son nouveau lieu de pèlerinage, j'espère qu'il ne se transforme pas en chemin de croix. *(Applaudissements sur certains bancs du groupe UMP.)*

M. Thomas Thévenoud. Quelle formule !

Mme Anne Grommerch. En effet, que de nouvelles promesses ! 20 millions d'euros pour un laboratoire de

recherche publique à Florange qui pose beaucoup de questions, monsieur le Premier ministre. Pour qui, pour quoi ? Avec quel argent ? Vous avez évoqué 300 millions d'euros pour le Pacte Lorraine. Seulement 150 millions d'euros, soit 10 % de financement viendront de l'État alors que dans certaines régions, votre participation s'élève à 25 % ! Pourquoi la Lorraine est-elle ainsi sous-dotée ?

D'ailleurs ces 150 millions d'euros ne représentent-ils pas simplement un recyclage des fonds prévus pour le projet Ulcos, projet que François Hollande avait promis de défendre et qui lui aussi est définitivement mort et enterré ?

Mme Catherine Vautrin. Exactement !

Mme Anne Grommerch. Les autres 150 millions annoncés proviennent du conseil régional. Monsieur le Premier ministre, avez-vous conscience d'avoir signé avec le président du conseil régional un pacte fictif, voire illégal, car cet engagement de 150 millions d'euros du conseil régional n'a fait l'objet d'aucun vote de l'assemblée l'y autorisant ! *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.– Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Le Gouvernement choisit le ministre qui répond ! C'est la règle !

Mme Geneviève Fioraso, *ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.* Monsieur le président, mesdames messieurs les députés, madame la députée, la Lorraine fait partie de ces régions qui ont une culture industrielle, qui aiment leur industrie…

M. Laurent Furst. Bravo ! *(Sourires.)*

Mme Geneviève Fioraso, *ministre.* …mais qui ont perdu des emplois, faute d'innovation. Au cours de ces dix dernières années, aucune innovation, aucun investissement en direction de cette industrie ! *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Arnaud Robinet. Scandaleux !

Mme Geneviève Fioraso, *ministre.* Ce qui explique son état actuel. Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault vient de le rappeler. Aujourd'hui, un pacte industriel, un pacte de recherche et développement a été mis en place en Lorraine. C'est pourquoi c'est la ministre de la recherche qui vous répond.

M. Philippe Cochet. Minable.

Mme Geneviève Fioraso, *ministre.* Si nous ne faisons pas monter en gamme les produits de la sidérurgie lorraine, si nous ne donnons pas un nouvel avenir industriel à la Lorraine dans le domaine des matériaux, des métaux, la Lorraine ne sera plus un pays industriel et nous aurons perdu tous les emplois. Le Premier ministre a pris cette responsabilité et François Hollande est venu, courageusement réaffirmer cet engagement, vous l'avez dit, madame la députée. Il viendra tous les ans faire le compte des emplois ainsi créés grâce aux partenariats qui se sont noués entre les entreprises privées que sont ArcelorMittal, Air Liquide et les laboratoires publics, avec en fer de lance l'université de Lorraine. Je travaille avec Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP)* sous la coordination du Premier ministre Jean-Marc Ayrault pour redonner un avenir technologique et industriel à ce pays. Après Saclay, Grenoble, Bordeaux, Nantes et Toulouse, nous avons mis en place un centre technologique de transferts d'innovation qui, à court terme, pérennisera les emplois et permettra de créer des emplois durables et porteurs d'avenir. C'est le projet CEA Tech. Nous jouons l'avenir ensemble. Nous ne perdons pas d'emplois industriels. Nous voulons en regagner, vous ne l'avez pas fait. Nous le faisons ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Version web : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/14/questions/QANR5L14QG1145

Données clés

Auteur : Mme Anne Grommerch
Circonscription : Moselle (9e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 1145
Rubrique : Industrie
Ministère interrogé : Enseignement supérieur et recherche
Ministère attributaire : Enseignement supérieur et recherche

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 3 octobre 2013
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 3 octobre 2013